



## CR audience intersyndicale Inspecteur d'académie Dasen de la Marne 14H30 / Grève du 13 janvier 2022

---

Préambule : nous avons échangé quasiment deux heures avec l'IA-Dasen. Nous faisons une synthèse de ces échanges, parfois informels, mais sincères. Nous avons pu nous exprimer sur le fond autant que nous l'avons voulu. Nous avons été écoutés.

---

Monsieur Claval, IA-Dasen, nous a reçus (Aline Geeraerts pour l'Unsa Education, Irène Déjardin pour la FSU, Thibaud Fontaine pour FO). A ses côtés, Monsieur Rochedix (Dasen Adjoint), Mme Fouquet (Ien Adjointe), Mme Laval (secrétaire adjointe).

Monsieur Claval a souligné l'importance de cette journée pour lui, tout à fait singulière sur le motif de la mobilisation. **Une déclaration intersyndicale FSU-Unsa Education** a été lue, une autre pour Fo. (voir plus bas)  
Il indique que le recteur a demandé que les échanges que nous aurons lui soient remontés pour transmettre immédiatement au ministère. Il a souhaité que son équipe soit présente lors de cet échange.

De notre côté, nous indiquons d'emblée que le mépris que nous ressentons est dû à l'attitude du ministre et pas à la sienne. Monsieur Claval réitère son soutien et son respect aux personnels, comme il nous l'exprime régulièrement.

---

### Mouvement de grève du 13 janvier 2022

#### Déclaration de la FSU et de l'UNSA Education Marne

Monsieur l'Inspecteur d'académie

Les personnels de l'Education nationale, les personnels territoriaux des écoles, sont aujourd'hui massivement dans la rue pour exprimer leur colère et leur exaspération.

Depuis le début de cette crise sanitaire, ils ont porté l'école à bout de bras, ils ont été massivement volontaires pour accueillir les enfants de soignants sans aucun moyen de protection, ils ont fait preuve de motivation, d'imagination, d'abnégation pour assurer la continuité pédagogique en distanciel, toujours avec leurs propres outils numériques, ils ont géré, au pied levé, l'application des protocoles sanitaires successifs annoncés par voie de presse la veille pour le lendemain.

Cela aurait pu continuer ainsi, tant les personnels ont l'intérêt de leurs élèves à cœur !

Mais c'était sans compter le mépris affiché de leur ministre !

#### **Aujourd'hui, les limites sont atteintes !**

Depuis le début de cette crise sanitaire, la FSU et l'UNSA Education réclament que les moyens nécessaires à la sécurité des personnels, des élèves et de leur famille, soient donnés.

Depuis le début de cette crise sanitaire, la FSU et l'UNSA Education martèlent que l'école doit rester ouverte dans l'intérêt des élèves en premier lieu, mais aussi pour permettre à leurs parents de continuer à travailler.

Au contraire de notre ministre, les personnels ne sont pas obtus et comprennent les enjeux économiques de cette situation.

Assurer aujourd'hui que l'école est ouverte est un mensonge ! Qui peut croire que l'école est ouverte quand 1/3 des élèves est absent et que le va et vient des élèves est permanent !

La mobilisation d'aujourd'hui, avec plus de 75% de la profession en grève, est à la hauteur du mépris dont fait preuve le ministre de l'Education nationale à notre égard :

- Succession de protocoles inadaptés, allégés au fur et à mesure du manque criant de moyens
  - Communication par voie médiatique la veille de leur mise en application
  - Propos mensongers à répétition dont voici quelques exemples non exhaustifs :
1. Europe 1 : 28 février 2020 : « Le dispositif d'enseignement à distance est prêt. Je peux vous le dire : je l'ai testé moi-même ».
  2. Challenges 29 mars 2020 : « Il a fallu aussi faire face à des attaques informatiques multiples, notamment venues de Russie ».
  3. France Inter 27 août 2020 : « Nous allons distribuer dans les prochains jours des masques transparents ».
  4. France info 28 juillet 2021 : « Quand vous êtes vaccinés, vous ne risquez pas de contaminer les autres ».

Et le dernier en date : « On ne fait pas grève contre un virus »

Effectivement, monsieur l'Inspecteur d'académie, aujourd'hui les personnels ne font pas grève contre le virus mais bien contre une politique qui met les personnels dans une situation de **danger grave et imminent**, contre un ministre qui

- Accepte que ses personnels tombent malades,
- Accepte que les plus fragiles soient exposés,
- Accepte que les directrices et directeurs d'écoles, la vie scolaire dans les collèges et lycées, les chefs d'établissement, les cadres de l'Education nationale, les services administratifs des DSDEN et rectorats soient à la limite de la rupture physique et psychologique

Le Recteur aurait affirmé au journal l'UNION "On ne se contamine pas l'école et « Il n'y a pas besoin de capteur, il suffit d'ouvrir les fenêtres".

Ces propos ont profondément choqué les personnels, eux qui sont en première ligne face à une contamination sans précédent.

### **Aujourd'hui, les limites sont atteintes !**

Et nous exigeons

1. Le retour à un protocole viable et sécurisé où la règle de la fermeture de la classe dès le premier cas positif est rétablie
2. La prise en compte des cas contacts intrafamiliaux
3. La mise en place hebdomadaire de campagne de tests salivaires dans tous les établissements
4. La dotation en masques chirurgicaux et FFP2 pour tous les personnels et les élèves
5. L'installation de capteurs CO2 dans tous les établissements
6. L'ouverture de la liste complémentaire pour permettre le recrutement de personnels enseignants titulaires supplémentaires
7. Le recrutement d'assistants d'éducation dans les collèges et lycées
8. Le recrutement de personnels administratifs pérennes pour l'aide à la direction

Aujourd'hui, nous n'attendons pas de réponse de votre part mais l'assurance que vous porterez au plus haut lieu les revendications légitimes d'une école au bord de l'implosion !

Il en va de la sécurité des personnels et de l'avenir de nos élèves.

### **Intervention complémentaire de l'Unsa Education :**

Pour l'Unsa Education et le SE-Unsa, nous insistons sur le fait que cette action n'est pas en opposition aux parents, nous allons dans le même sens à dénoncer le protocole et la succession de protocoles.

**Le problème est que nous cherchons le sens des décisions qui sont prises.**

Car si notre but est le même que ce que vient d'exprimer le ministre devant les députés → « garder l'école ouverte et enseigner sereinement », c'est bien un quotidien invivable que nous fait vivre le ministre. Il y a incontestablement un manque de réalité par rapport au terrain.

**Garder l'école ouverte** : mais ce n'est pas l'école, c'est une garderie. Les enseignants sont empêchés dans leur mission.

**Sur la double journée, présentiel et distanciel.** Beaucoup d'enseignants, ne veulent pas « perdre » les élèves les plus fragiles et font tout ce travail en double pour maintenir le lien à tout prix. Au moins lorsque le protocole indiquait, la fermeture de la classe reposant sur un nombre précis de cas positifs, cela plaçait la cohorte en isolement en même temps et la continuité pédagogique se faisait sur le même mode, même si c'est compliqué.

Nous demandons de l'anticipation et surtout nous voulons faire notre travail.

**Pour les enfants**, leur faire subir 3 fois en une semaine des tests nasals, c'est synonyme de maltraitance, alors que les tests salivaires existent. Peut-être serait-il intéressant d'indiquer aux familles, dans quels labos, les tests salivaires peuvent se faire. Certaines familles refusent les tests par voie nasale, et la déclaration sur l'honneur par définition ne repose pas sur un contrôle de test. Cela inquiète aussi les enseignants. Nous demandons la poursuite des dépistages par tests salivaires dans les écoles (ce qui est abandonné dans certains départements).

**On laisse aussi les familles isolées** pour faire les 3 autotests, certaines ne parlent pas français, lisent mal : un test en labo serait sans doute plus sûr (et salivaire, bien sûr).

**Sur l'inquiétude des enseignants** : nous donnons les résultats de notre enquête flash auprès de nos adhérents la semaine dernière. Beaucoup de lassitude et d'incompréhension des mesures. Le ressenti de « mépris » au travers de la parution du protocole le dimanche soir à 18H. De même, les dernières annonces du premier ministre ont mis deux jours à paraître officiellement, laissant deux jours de flottement, difficiles à vivre pour les collègues, directeurs et directrices, en particulier.

**Les AESH sont inquiets aussi**, ils doivent réclamer les masques chirurgicaux.

Difficile pour les **enseignants en EPS**, pour assurer leur mission.

Les vies scolaires, CPE et AED, sont fortement impactées en collège, ils ne font plus que de la gestion covid.

**Sur le remplacement, et le recrutement de contractuels** : monsieur le recteur a indiqué vouloir recruter des retraités, pour leur expérience, mais il veut aussi recruter des jeunes Bac+ 2 > où est la cohérence ? Nous sommes à la fois inquiets pour les retraités, et pour les équipes qui doivent assurer la sécurité, et se posent la question de la responsabilité.

Nous sommes bien conscients que **tous les échelons de l'administration, jusqu'aux cadres sont impactés et pressurés.**

C'est d'ailleurs la singularité de cette journée, où les organisations syndicales des chefs d'établissements, des inspecteurs ont appelé à la grève.

Demander aux cadres d'assurer la logistique des masques, et autotests, c'est du gâchis de compétence. Les cadres ont autre chose à faire que livrer les masques dans les circonscriptions et écoles.

L'engagement de tous les personnels depuis deux ans, au service de l'éducation est sans faille.

**Les personnels** : ils ont aussi besoin de pouvoir assurer ce qui touche à la « vie perso » > avoir besoin de faciliter leurs propres tests ou celui de leurs enfants (ne pas leur demander de prendre des jours enfants malades), ils sont pris entre la nécessité d'assurer la classe et assurer la vie personnelle. C'est compliqué (impossible) dans le 1<sup>er</sup> degré de partir une heure ou deux.

Les annonces dans **les médias** : cela ne passe pas du tout.

**Le ministère doit être « apprenant » de toutes ces remontées.**

### **Réponses de Monsieur Claval :**

Monsieur l'Inspecteur d'académie sait que le système tient grâce aux personnels responsables et consciencieux. Chacun fait son maximum.

Les difficultés sont d'abord dues à la crise sanitaire en elle-même. On est confrontés à la réalité sanitaire. La flambée de janvier a surpris par rapport aux chiffres d'octobre (25 de taux). Cela oblige à trouver des réponses en fonction de la crise. Il faut quasiment s'adapter quotidiennement. Oui, il faut donner du sens.

Pour l'IA-Dasen, le ministre ne méprise pas les enseignants. Dans les contacts qu'il peut avoir avec lui, ce n'est pas ce qui transparaît.

Oui, l'école doit rester ouverte, car on a vu ce que le confinement de mars avril 2020 a produit sur les élèves.

Il faut trouver un bon équilibre, respectueux des enseignants et des élèves. Mais les réponses ne peuvent être automatiques et doivent s'adapter.

Les arbitrages sont interministériels et c'est complexe avec les évolutions des variants. Cela s'appuie sur un conseil d'expert.

- Faire confiance aux personnels, oui.
  - Mieux expliquer le sens des décisions
  - Traduire les intentions du ministre auprès du plus grand nombre
  - On ne peut pas être sourd à cette mobilisation
- 
- ➔ Sur les installations de capteurs de Co2 : L'IA-Dasen a co-signé un courrier avec le préfet de la Marne en direction des collectivités territoriales pour indiquer que des subventions peuvent être octroyées. Le délai, est étendu de décembre à avril. Ceci est de la compétence des collectivités territoriales.
  - ➔ Mise en place d'un soutien administratif dans les circons. 1 personne par circo sera recrutée pour faire le relai avec les directeurs d'école, c'est bien pour aider les directeurs d'école.
  - ➔ Au niveau départemental, il étoffe l'équipe du médecin conseil et de l'infirmière conseil
  - ➔ Il met en place une ligne mail spéciale, pour donner plus de fluidité
  - ➔ Il a une attention particulière aux directeurs d'école (nous demandons des outils de gestion de la crise, déjà demandés au ministère, mais celui-ci est incapable de les fournir. Cf fichier excel pour les vérifications des déclarations)
  - ➔ Sur le recrutement des listes complémentaires, ils ont déjà été contactés. Cela leur permet aussi de mieux réussir le concours.
  - ➔ La demande de garde de son enfant covid ou contact ne passe pas en garde d'enfant malade.
  - ➔ Il réitère sincèrement sa confiance en les personnels, loin du mépris qui est dénoncé par ce mouvement.

---

Pour terminer, l'Unsa Education indique que le « faire confiance » peut être compris comme un « débrouillez-vous », et qu'il est nécessaire d'apporter des preuves de cette confiance. Le ministre est attendu sur ce point.

NB : une intersyndicale nationale a été reçue le soir même par le premier ministre. De premières réponses ont été données.

<https://enseignants.se-unsa.org/Covid-a-l-Ecole-des-annonces-a-soumettre-a-l-epreuve-des-faits>

<https://www.unsa-education.com/article/-/suite-a-une-mobilisation-historique-enfin-de-premieres-reponses/>

Une intersyndicale s'est réunie vendredi soir.

Les photos de la mobilisation sont [sur notre FB ici](#)